

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - EC

27.05.02

**Arrêté préfectoral accordant à la Société
RECUPERATION DU NORD l'autorisation d'exploiter un
centre de stockage et récupération de métaux à LA
CHAPELLE-D'ARMENTIERES**

Le Préfet de la Région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
commandeur de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la demande présentée par la Société RECUPERATION DU NORD - siège social : 2, rue de Lille 59320 SEQUEDIN - en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de stockage et récupération de métaux à LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 novembre 2001 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 17 décembre 2001 au 18 janvier 2002 inclus ;

VU le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de la navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

VU l'avis de Monsieur le chef de la division de l'équipement, direction de la région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement ;

VU l'avis de Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU le rapport et les conclusions de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 14 mai 2002 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

TITRE I - CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET

1.1. - Activités autorisées

La Société Récupération du Nord (RDN), dont le siège social est situé 2, rue de LILLE à SEQUEDIN (59320), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la parcelle référencée section B n° 2559 d'une contenance de 5.051 m², située rue Ambroise Paré, Zone Industrielle de La Chapelle d'Armentières à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (59930), les installations suivantes:

| RUBRIQUES | DESIGNATION DES ACTIVITES | SEUILS DE CLASSEMENT | CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS DU CENTRE DE STOCKAGE | Régime |
|------------------|---|--|--|--------------|
| 286 | Stockage et activités de récupération de déchets métalliques | La surface utilisée est supérieure à 50 m² | Stockages couverts et aériens de métaux sur une surface de 1800 m² comportant les stockages maximums suivants : ■ métaux ferreux : 25 t (aérien) ■ métaux non ferreux : environ 20 t (dont 700 m² couverts) dont une benne de batteries usagées d'automobiles de 8 t maximum). | Autorisation |
| 1220 | Emploi et stockage d'oxygène | Quantité totale supérieure à 2 T. | Stockage de 10 à 12 bouteilles < 2 T | Non Classé |
| 1412 | Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés | Quantité supérieur à 6T. | Stockage de 10 bouteilles de propane < 6 T. | Non Classé |
| 1430 1432-2-b | Définition des liquides inflammables Stockage de liquides inflammables | La capacité équivalente totale est supérieur à 10 m³. | Le site comprend : ■ une cuve de fuel d'une capacité de 5000 L ■ une cuve de gasoil d'une capacité de 5000 L La capacité équivalente totale est de 2 m³ | Non Classé |
| 1434-1-b | Installation de distribution de liquides inflammables de 2° catégorie. | Le débit maximum équivalent de l'installation est supérieur ou égal à 1 m³/h | Alimentation des engins de manutention, pompe de débit < 1 m³/h | Non Classé |
| 2560 | Travail mécanique des métaux | Puissance installée de l'ensemble des machines supérieure à 50 kW | Cisaille électrique d'une puissance de 40 kW. | Non Classé |

1.2 Pour mémoire

1.3 Agrément.

Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article 7 du Décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 pour les emballages et dans les conditions qu'il précise.

1.3.1 - Contrats.

Lors de la prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers, un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet

agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

1.3.2 - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article précédent. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

1.3.3 - Archivage.

Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement)
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination.
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions

1.3.4.- Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

1.3.5. Seuls les emballages propres et vides de tout produit seront acceptés sur le site.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Plans

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, l'établissement sera situé et exploité conformément aux descriptifs et plans joints à la demande d'autorisation.

Le plan d'organisation de l'établissement sera régulièrement mis à jour en fonction des travaux d'aménagement réalisés dans le respect des prescriptions imposées par le présent arrêté. Les installations citées à l'article 1.1 ci-dessus sont reportées et nettement identifiées sur ce plan.

Les plans modifiés seront adressés en double exemplaire à l'inspection des installations classées.

2.2. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire.

Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.3. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise.

Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.4 - Horaires d'ouverture du site

Les horaires d'exploitation du site sont les suivants:
du lundi au samedi: 7H30 - 18H00

L'exploitation est interdite en dehors de ces plages horaires, ainsi que le dimanche et les jours fériés.

L'inspection des installations classées devra être informée préalablement de tout changement des horaires d'ouverture et notamment dans le cas d'une ouverture de façon exceptionnelle.

2.5. - Aménagement du site

2.5.1. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté; notamment, les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.5.2. - Clôtures

Afin d'en interdire l'accès et d'en masquer la visibilité, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres doublée d'une haie végétale.

Un ou plusieurs portails fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

2.5.3. - Accès - Voies de circulation - Bâtiments

L'accès au site se fait par la rue Ambroise Paré.

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées conformément au plan d'aménagement afin de permettre l'accès des services d'incendie et de secours.

L'établissement n'est pas autorisé à stocker des véhicules désaffectés en vue de la récupération de pièces détachées.

Aucun déchet métallique et aucune benne ne devront être déposés sur la voie publique.

Les accès au chantier doivent faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

2.6. - Exploitation

2.6.1. :Zones de travail

Les activités de triage, découpage, réparation, entretien, ainsi que les stockages d'huiles, produits pétroliers et produits chimiques récupérés ou nécessaires au fonctionnement de l'installation, seront réalisés sur des surfaces étanches.

Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour le dépôt de pièces, matériels, enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc.

2.6.2. -Emplacements spéciaux

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

- a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;
- b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques divers) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

Un emplacement spécial sera réservé pour le stationnement des engins de chantier.

2.6.3. - Contrôle - Acceptation - Refus des déchets à l'entrée

2.6.3.1. Contrôle-Registre L'exploitant tiendra à jour un registre, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur lequel seront consignés les renseignements suivants, concernant les déchets produits par l'installation :

- La nature (stériles, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, eaux domestiques...),
- La quantité,
- Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement,
- La destination et le traitement
- la date de l'enlèvement

2.6.3.2. Registre d'entrée et de sortie:

Registre d'entrée: Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, l'identité du transporteur et les résultats des contrôles à la réception. Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Registre de sortie: Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine du déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

Les registres où sont mentionnés ces données sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.6.3.3. Refus: En cas de doute ou de refus d'acceptation, l'ensemble des déchets contrôlés doit être retourné à son propriétaire. Une consigne écrite d'exploitation doit être réalisée dans ce sens. L'exploitant doit informer, sans délai, l'inspection des installations classées de ce refus.

TITRE II - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 - CONTROLE ET PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

3.1.1. Eau potable: L'eau potable est uniquement destinée aux sanitaires et besoins d'ordre domestiques et provient du réseau de distribution.

3.2. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux de distribution publique ou dans les nappes souterraines.

ARTICLE 4 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transports de fluides

Les canalisations de transports de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un plan de tous les réseaux doit être établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.

Le plan modifié sera adressé sans délai en double exemplaire à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

4.3. - Cuvettes de rétention

Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles.

A cet effet :

- le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires étanches en forme de rétention de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager au loin et être déversés directement dans le milieu récepteur et puissent être récupérés.
- toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par les liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement.
- le chantier sera débarrassé régulièrement de tous les déchets présents au sol.

En cas de déversement accidentel de produits toxiques (hydrocarbures,) sur des zones non étanches, les terres ou matériaux souillés devront être évacués comme un déchet par une entreprise spécialisée et le traitement assuré dans une installation autorisée à cet effet. Toutes les informations concernant ces opérations devront être portées sur un registre et l'incident devra être localisé sur le plan de l'exploitation. L'exploitant doit tenir informé sans délai l'inspecteur des installations classées en application de l'article 20 du présent arrêté.

Les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux articles 2.6.1. et 2.6.2 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures .

Le contenu de ce bassin sera soit enlevé par une entreprise spécialisée, soit rejeté après décantation et déshuilage au milieu naturel.

Ces équipements seront entretenus de manière à conserver leur étanchéité.

Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), ainsi que les précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'inspection des installations classées. Dans le cas où le traitement subi s'avérerait insuffisant, l'inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

Les huiles usagées devront obligatoirement être confiées à un ramasseur agréé.

Les équipements sanitaires et les canalisations de raccordement devront faire l'objet d'une vérification (bon état des matériaux constitutifs, et étanchéité). Cette vérification sera réalisée par une entreprise spécialisée. Un rapport sera adressé à l'inspecteur des installations classées.

Chaque évacuation d'eaux résiduelles ou pluviales dans le réseau d'assainissement devra être munie d'un regard ou accès permettant la prise d'échantillons pour analyse. Ces points seront reportés sur plan.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à des prélèvements d'eau et analyses par un organisme agréé. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais seront supportés par l'exploitant.

Le sol des emplacements spéciaux prévus aux articles 2.6.1. et 2.6.2. sera imperméable et en forme de cuvette de rétention. Ces emplacements devront être entretenus de manière à conserver leur étanchéité.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides récupérés (huiles, batteries, freins, refroidissement).

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à:

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité des fûts;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique ainsi qu'à la pression des fluides.

L'étanchéité du réservoir associé à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4. - Aires d'empotage ou de dépotage

Les aires d'empotage, les aires de dépotage ainsi que les aires d'exploitation sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une capacité de rétention qui doit être maintenue vide.

Une réserve d'absorbant apte à traiter une petite fuite d'hydrocarbure doit être mise en place.

ARTICLE 5 - COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. - Réseaux de collecte

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il en existe) et les diverses catégories d'eaux polluées.

En complément des dispositions prévues à l'article 4.1 du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport au réseau public.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.2. - Bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie

Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées par l'extinction d'un incendie doit être réalisé.

La mise en rétention totale du hangar permettant la retenue de ces eaux est acceptée comme bassin de confinement.

Les eaux éventuellement polluées lors d'un sinistre ne pourront être rejetées que si elles respectent les objectifs visés à l'article 7.4 et les normes visées à l'article 8.

Dans les autres cas, elles seront évacuées par une entreprise spécialisée.

ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligations de traitement.

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un prétraitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Conception des installations de prétraitement.

Les installations de prétraitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

6.3. - Entretien et suivi des installations de prétraitement.

Les installations de prétraitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.4. - Dysfonctionnement des installations de prétraitement.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin ses activités.

ARTICLE 7 - REJETS

7.1. - Identification des effluents

On distingue respectivement les effluents suivants:

- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures et ruissellement)
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, essentiellement constituées des eaux de lavage des sols et des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie
- les eaux usées domestiques: eaux vannes, eaux de lavabos et douches, eaux de cantine

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans une nappe souterraine est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts:

- de matières flottantes
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages

De plus:

- ils ne doivent pas comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur.

7.5. - Localisation des points de rejet

L'évacuation des eaux s'effectue dans le réseau public d'assainissement. Le point de rejet doit figurer sur le plan d'aménagement des installations régulièrement mis à jour.

Les eaux pluviales seront rejetées au réseau en un émissaire facile d'accès pour d'éventuels contrôles et prélèvements.

ARTICLE 8 - VALEURS LIMITES DE REJETS.

8.1. - Eaux pluviales. L'infiltration directe dans le sol des eaux pluviales de toitures, même si elles ne transitent pas sur les aires de stockages et parkings du chantier est interdit.

Les eaux de ruissellement des aires de stockage de produits ferreux et des aires de circulation et stationnement seront collectées à l'aide de regards-grilles ou bouches d'égout siphonnées, à décantation (240 litres minimum).

Les eaux pluviales de ruissellement doivent être épurées dans un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique suffisamment dimensionné (traitement de 20% du débit maximum d'une pluie d'occurrence décennale) et régulièrement entretenu. Avant rejet, l'effluent sera filtré.

L'exploitant devra respecter la convention de rejets passée avec le gestionnaire du réseau qui doit définir les concentrations acceptables dans le réseau. Celles-ci devront être compatibles avec l'objectif de qualité de niveau 2 du milieu récepteur (La Lys).

8.2 - Eaux domestiques.

Les eaux domestiques seront évacuées par le réseau public d'assainissement dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8.1 précédent..

8.3. - Eaux de lavage.

Le rejet direct au réseau public des eaux de lavage est interdit.

Le lavage des véhicules de l'entreprise sur la voie publique est interdit.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

9.3. - Contrôles périodiques

Des prélèvements, analyses et tout contrôle des caractéristiques des eaux rejetées et le cas échéant de leur impact sur le milieu récepteur peuvent être effectués par le service chargé de la police des eaux ou à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme extérieur. Les frais de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 10 - CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier:

1. la toxicité et les effets des produits rejetés;
2. leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel;
3. la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux;
4. les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre;
5. les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution;
6. les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux six points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III - AIR

ARTICLE 11 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

11.1. - Dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Tout brûlage à l'air libre est interdit, ainsi que la destruction par le feu de toutes les matières combustibles non récupérables.

Les opérations de découpage au chalumeau de pièces souillées de graisses ou d'huiles gênantes pour le voisinage par les fumées et les odeurs, seront subordonnées à un dégraissage préalable des pièces. Le nettoyage de pièces à l'essence est interdit.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

11.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Toutes dispositions doivent être prises pour lutter contre les mauvaises odeurs et notamment par nettoyage, désinfection, traitement par désodorisation.

11.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses:

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (pente, revêtement) et convenablement nettoyées;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation;

TITRE IV - BRUIT**ARTICLE 12 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS****12.1. - Construction et exploitation**

Les machines et matériels fixes susceptibles d'être à l'origine de nuisances sonores seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. Le recours aux chocs ou à la percussion pour démonter ou briser les pièces doit rester occasionnel et, en tout état de cause, respecter les niveaux sonores prévus à l'article 12.4. du présent arrêté.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation:

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'Environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

12.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur suivante:

- décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 pour les engins de chantier
- décret du 29 juillet 1992 (n° 92, 765 et 767) relatif aux règles techniques et aux procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail.

12.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

12.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

| Points de mesure (référence au plan de l'étude PREVENTEC du 25 juillet 2001) | Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A) période allant de 7h30 à 18h sauf dimanches et jours fériés |
|--|---|
| limite de propriété n° 1 | 57,1 |
| limite de propriété n° 2 | 52,7 |

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée:

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7h30 à 18h sauf dimanches et jours fériés |
|--|---|
| supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB (A) |
| supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) |

12.5. - Contrôles

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Le recours aux chocs ou à la percussion pour démonter ou briser les pièces doit rester occasionnel et, en tout état de cause, respecter les niveaux sonores prévus à l'article 12.4. ci-dessus.

12.6 - Mesures périodiques

12.6.1. L'exploitant fait réaliser, tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

12.6.2. Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores.

Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

TITRE V - DECHETS

ARTICLE 13 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS
13.1. - Dispositions générales

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le mode d'élimination des déchets.

13.2. - Types de déchets admis sur le site

Les seules catégories de déchets admises dans l'établissement ne relèvent exclusivement que des codes ci-après de la nomenclature publiée au Journal Officiel du 11 novembre 1997:

| rubriques de la nomenclature déchets | nature du déchet | mode de traitement |
|--------------------------------------|---|--------------------|
| 13.02.02 | Huiles usagées | VAL-E |
| 13.05.02 | Effluents curage séparateur hydrocarbures | E |
| 16.06.01 | Batteries | VAL-E |
| 15.01.04 | Emballages non souillés métalliques | VAL-E |
| 20 01 05 | Petits métaux | |
| 20 01 06 | Autres métaux | |
| 20.03.01 | déchets en mélange | DC2-E |

VAL : Valorisation

E : élimination externe

DC2 : décharge classe 2

Seuls les déchets pris en charge ou produits par la Société V.R.T. sont acceptés sur le site.

13.3. - Types de déchets non admis sur le site

Les types de déchets non repris en 13.2 ne sont pas admis sur le site et en particulier aucun déchet de bois, papier ou carton souillés.

En particulier, la récupération et le stockage des emballages souillés, y compris métalliques, ayant contenu des produits toxiques visés à l'annexe 1 de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle de circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances sont interdits.

13.4. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois ou déchets de type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

13.5. - Obligation de tri et de valorisation

L'exploitant est tenu de trier la totalité des déchets acceptés sur le site en d'en valoriser (recycler) le maximum dans la limite technique et économique du moment.

La présente autorisation vaut agrément prévu à l'article 7 du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994.

13.6. - Elimination

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans des installations classées autorisées ou déclarées à cet effet. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Nonobstant les prescriptions reprises ci-dessus, les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Tout stockage définitif de déchets à l'intérieur de l'établissement est interdit.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

13.7. - Comptabilité - Autosurveillance

Une comptabilité et une autosurveillance des déchets doivent être réalisées comme décrit à l'article 2.6.3.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

13.8. - Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut procéder à tout prélèvement de déchets et faire réaliser des analyses de ces produits par un organisme tiers spécialisé aux frais de l'exploitant.

**TITRE VI - PREVENTION DES
RISQUES ET SECURITE**

ARTICLE 14 - SECURITE

14.1. - Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

14.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur:

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques);
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement;
- la maintenance et la sous-traitance;
- l'approvisionnement en matériel et matière;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.

Les consignes doivent être diffusées à l'ensemble du personnel.

Celles relatives à la sécurité en cas d'incendie seront affichées en tous lieux concernés ainsi que le numéro d'appel urgent du Centre de Traitement de l'Alerte (C.T.A.) des sapeurs-pompiers (18).

Les plans de sécurité incendie et d'évacuation doivent être affichés conformément à la norme N.F.S. 60-303 ainsi que l'accueil et le guidage des secours et les mesures à prendre en vue d'assurer la sauvegarde du personnel en cas d'incendie.

L'établissement est soumis aux dispositions du décret n° 92-333 du 31 mars 1992 relatif aux dispositions concernant la sécurité et la santé que doivent observer les chefs d'établissements utilisateurs.

14.3. - Alimentation électrique de l'établissement.

Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur et vérifiées périodiquement par un organisme agréé ou un technicien compétent. Ces vérifications seront consignées sur le registre de sécurité.

Un éclairage de sécurité sera installé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

L'établissement est soumis aux dispositions du décret n° 88-1056 du 4 novembre 1988 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

14.4. - Permis de feu

Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.

Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables.

Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention.

14.5. - Arrêt d'urgence.

Les dispositifs d'arrêt d'urgence des alimentations en énergie (électricité - gaz, liquides inflammables) devront être repérés, identifiés clairement, accessibles en toute circonstance.

14.6. - Matières radioactives.

14.6.1 - Détection de sources radioactives.

Une détection sera mise en place à l'entrée du chantier dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté afin de contrôler la radioactivité des déchets de métaux entrant sur le site.

L'inspecteur des Installations Classées sera immédiatement averti en cas de découverte de matières radioactives.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour évacuer l'établissement et isoler la source radioactive.

La Cellule Mobile d'Intervention Radiologique (CMIR) des Services d'Incendie et de Secours de la Communauté Urbaine de LILLE sera informée sans délai.

14.6.2 Mesures à prendre en cas de détection de sources radioactives dans le chargement d'une benne.

- 1°) application des mesures de sécurité radiologique conservatoire par le personnel de l'entreprise
- 2°) demande d'intervention des services de secours du corps des sapeurs pompiers qui doit être prévue dans les situations d'urgence
- 3°) informer l'office de protection contrôles rayonnements ionisants (OPRI) du ministère de la santé chargé d'évaluer l'impact radiologique de l'incident sur les travailleurs, le public, l'environnement.
Tél.: 01.30.15.52.00
- 4°) transférer le chargement dans un lieu sûr, éloigné du personnel, à l'abri de la pluie et du vent susceptible de propager une contamination éventuelle
- 5°) informer l'inspection des installations classées de la DDE du Nord
- 6°) évacuation des sources et déchets radioactifs éventuels. Leur destination sera fonction de leurs caractéristiques. L'agence nationale de gestion de déchets radioactifs (ANDRA), Tél: 01.41.17.83.62, le commissariat à l'énergie atomique (CEA), Tél: 01.46.54.87.50. Ils peuvent parfois être retournés vers le propriétaire, s'il est identifié.
- 7°) un compte-rendu de l'incident radiologique sera réalisé constituant le retour d'expérience devant permettre d'éviter le renouvellement de ce type d'incident.

14.7. - Protection contre l'explosion

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus, il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage,
- Service des munitions des armées,
- Gendarmerie Nationale ou à tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

ARTICLE 15 - MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

15.1. - Défense incendie - Accessibilité

L'exploitant devra assurer l'accessibilité à chaque zone par des voies principales de 4 mètres de largeur au minimum et de 3 mètres 50 de hauteur libre en permanence. Les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manoeuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

15.2. - Extincteurs

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs mobiles. En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur.

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme NFS.60.100 seront repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, accessibles en toutes circonstances et judicieusement répartis dans le bâtiment et sur le chantier.

Ils seront homologués NF.MIH. et vérifiés régulièrement par un organisme agréé. La date et le rapport de ces contrôles sera consigné dans le registre de sécurité prévu à l'article 16.3 du présent arrêté.

L'exploitant devra disposer au minimum des matériels décrits dans la demande d'autorisation.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

15.3. - Stériles.

Au terme de l'article 15 de l'instruction du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de métaux, on appelle « stériles » tous les éléments non métalliques pouvant se trouver avec les déchets de métaux et alliages à récupérer. Sont donc concernés les matières plastiques, cuirs, crins, bois, fibres textiles, à l'exception des caoutchoucs (pneumatiques, joints, etc.).

Ces déchets seront stockés en un seul endroit répondant aux mêmes caractéristiques que les dépôts de liquides inflammables et éliminés régulièrement par une entreprise agréée.

Un couvercle étanche devra fermer le bidon destiné à la récupération des chiffons gras.

15.4. - Découpage au chalumeau.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

15.5. - Défense de fumer.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- prévues aux articles 2.6.1. et 2.6.2.,
- réservées aux dépôts de stériles, liquides inflammables et tout produit inflammable (emballages papier-carton, plastiques, etc.).

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

15.6. - Désenfumage.

Le désenfumage des différents locaux de travail, afin de permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds en cas d'incendie, sera assuré par la pose d'exutoires représentant le 1/100 ème de la superficie mesurée en projection horizontale. Ils doivent posséder une commande automatique doublée d'une commande manuelle accessible du sol et située à proximité des issues.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour application des articles R.235-4.8 et R.235-4.15 du Code du Travail fixant les dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.

15.7. - Isolement.

Dans le cas où une partie des bureaux devrait contenir des pièces (archives, comptabilité, fichier clients, informatique) nécessaires à la survie de l'entreprise, l'exploitant isolera celle-ci par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-porte.

La détection anti-intrusion sera complétée par une détection incendie couvrant les bureaux ainsi que la zone de distribution de carburant.

15.8. - Dégagement.

L'exploitant prendra toutes dispositions afin que le personnel n'ait pas plus de 50 mètres à parcourir pour gagner une issue, et 25 mètres dans les parties en cul-de-sac (tenir compte des aménagements intérieurs). Seules les portes à vantaux battants seront prises en compte (issues de secours, portes journalières installées dans les grandes portes).

Les zones de travail et de stockage seront délimitées de manière à garantir des dégagements libres, avec deux allées principales.

De plus, il y aura lieu de faire ouvrir dans le sens de l'évacuation toutes les portes donnant sur l'extérieur et de signaler et baliser les issues normales et de secours qui doivent être libres d'accès en permanence.

15.9. - Protection contre la foudre (Arrêté Ministériel du 28 janvier 1993 et circulaires du 28 janvier 1993 et 28 octobre 1996)

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17.100 de février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante: pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de points de captation n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17.100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être aménagé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

Les pièces justificatives du respect des articles précédents sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans le cas où l'étude a mis en évidence que la protection du site est optionnelle, l'exploitant procédera à une actualisation de celle-ci dans le cas de changement d'affectation des bâtiments, ou toute nouvelle construction, ainsi que dans le cas de modification des activités exercées à l'extérieur du chantier et rendant nécessaire une protection contre la foudre.

ARTICLE 16 - ORGANISATION DES SECOURS

16.1 - Surveillance - Alarme - Alerte

Pendant les heures ouvrables la surveillance sera assurée par du personnel d'exploitation instruit à cet effet.

Le plan d'intervention prévu à l'article 16.2 définira la conduite à tenir en cas d'incident.

16.2 - Plan de secours

Dans un délai d'un an, un plan d'intervention interne sera établi par le Chef d'Etablissement, sous sa responsabilité, en collaboration avec les Services d'INCENDIE et de SECOURS. Il sera mis à jour en cas de modification du mode d'exploitation.

Le document correspondant précisera notamment :

- L'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- Les dispositifs d'intervention et de protection contre l'incendie, répertoriés sur un schéma (poteaux d'incendie, ressources complémentaires en eau...),
- Les zones à risques particuliers,
- Les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours,
- Les moyens de transmission et d'alerte,
- Les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels,
- Les personnes à prévenir en cas de sinistre.

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant devra prendre toutes mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets.

Il devra veiller à l'application du plan d'intervention et il est responsable de l'information des services administratifs et des services de secours concernés.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile (SIRACEDPC), à M.le directeur Départemental de l'Equipeement du NORD, ainsi qu'au Centre de Secours de LILLE-LITTRE, 16 ° Compagnie des Sapeurs-Pompiers de la CUDL.

16.3. - Vérification des moyens de secours - Formation du personnel.

Les moyens de secours doivent être vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications doivent être consignées sur un registre de sécurité ouvert et tenu à jour par l'exploitant.

Ce registre sera à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'ensemble du personnel sera formé à la manoeuvre des moyens de secours.

ARTICLE 17 - HYGIENE SECURITE

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique et de la sécurité des travailleurs.

En vue de limiter la multiplication de « Legionella », le réseau d'eau chaude sanitaire sera entretenu conformément aux dispositions de la circulaire DGS n° 97/311 du 24 avril 1997 annexée au présent arrêté.

ARTICLE 18 - RONGEURS - INSECTES

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée de 1 an.

Les mêmes dispositions seront prises en cas de prolifération d'insectes.

TITRE VIII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**ARTICLE 19 - DISPOSITIONS APPLICABLES**

Des prescriptions complémentaires pourront à tout instant être imposées à l'exploitant dans les conditions prévues à l'article 18 du Décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

L'exploitant devra se soumettre aux visites de l'établissement qui seront effectuées par l'Inspecteur d'Installations Classées.

ARTICLE 20 - ACCIDENTS - INCIDENTS

Par application de l'article 38 du Décret du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Ces événements seront consignés dans le registre de l'exploitation.

L'exploitant indiquera et consignera dans les mêmes conditions, les dispositions prises à titre conservatoire telles que notamment les mesures ou travaux immédiats nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Dans les plus brefs délais l'exploitant remettra à l'Inspecteur des Installations Classées un rapport précisant les causes et les circonstances de l'incident ainsi que les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

ARTICLE 21 - MODIFICATION - TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Par application de l'article 20 du Décret du 21 septembre 1977 modifié, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du NORD avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Par application de l'article 34 du même décret, en cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet du NORD dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 22 - ANNULATION - DECHEANCE

La présente autorisation , qui ne vaut pas permis de construire, cessera de produire effet au cas où l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 23 - CESSATION D'ACTIVITE - REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

En cas de cessation d'activité, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci. L'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant joint à la notification de la date de cessation d'activité un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et pouvant comporter notamment :

1. L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
2. La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. L'insertion du site de l'installation dans son environnement,
4. En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque les travaux prévus pour la cessation d'activité sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.

ARTICLE 24 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant; de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 25

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES et BOIS-GRENIER,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Madame et Messieurs les chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 27 mai 2002

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau délégué,

Gilles GENNEQUIN



Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Jacky HAUTIER

